

N° 5276

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

---

---

## PROJET DE LOI

concernant la participation aux élections européennes du 13 juin  
2004 des ressortissants des Etats qui deviendront membres de  
l'Union européenne le 1er mai 2004

\* \* \*

(Dépôt: le 15.1.2004)

### SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (12.1.2004) .....	1
2) Texte du projet de loi .....	2

\*

### ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

*Article unique.*— Notre Ministre de l'Intérieur est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi concernant la participation aux élections européennes du 13 juin 2004 des ressortissants des Etats qui deviendront membres de l'Union européenne le 1er mai 2004.

Palais de Luxembourg, le 12 janvier 2004

*Le Ministre de l'Intérieur,*

Michel WOLTER

HENRI

\*

## TEXTE DU PROJET DE LOI

**Art. 1er.**– Le ressortissant d'un Etat qui deviendra membre de l'Union européenne le 1er mai 2004, ci-après désigné comme „le futur ressortissant européen“, peut participer aux élections européennes qui auront lieu le 13 juin 2004 s'il remplit les conditions énoncées par la présente loi.

Les dispositions de la loi électorale du 18 février 2003 qui concernent la participation aux élections européennes des ressortissants d'un pays membre de l'Union européenne lui sont applicables pour autant que la présente loi n'y déroge pas.

**Art. 2.**– Pour être électeur aux élections européennes du 13 juin 2004 le futur ressortissant européen doit:

- 1° être âgé de 18 ans accomplis au jour des élections;
- 2° jouir des droits civils et ne pas être déchu du droit de vote au Grand-Duché de Luxembourg ou dans le futur Etat membre de l'Union européenne, qui constitue son pays d'origine;
- 3° être domicilié dans le Grand-Duché et y avoir résidé avant le 1er avril 2003 pendant cinq années au moins; toutefois les électeurs concernés qui, en raison de leur résidence en dehors de leur Etat d'origine ou de la durée de cette résidence, n'y ont pas le droit de vote, ne peuvent se voir opposer cette condition de durée de résidence.

**Art. 3.**– Pour les futurs ressortissants européens la qualité d'électeur aux élections européennes du 13 juin 2004 est constatée par l'inscription sur une liste électorale spéciale établie d'après la procédure ci-après définie.

**Art. 4.**– Le futur ressortissant européen désireux de participer aux élections européennes du 13 juin 2004 fait une demande d'inscription sur la liste électorale spéciale. Il doit produire à l'appui de cette demande les déclarations et documents requis par l'article 7 de la loi électorale du 18 février 2003 pour appuyer la demande d'inscription sur les listes électorales des ressortissants d'un autre Etat membre de l'Union européenne.

La demande d'inscription sur la liste spéciale signée et datée est déposée, sous peine de déchéance, sur papier libre et contre récépissé, auprès du collège des bourgmestre et échevins de la commune de résidence de l'intéressé avant le 13 mars 2004.

Le collège des bourgmestre et échevins informe individuellement et par écrit les intéressés de la suite réservée à leur demande d'inscription sur la liste spéciale, ceci avant le 10 avril 2004. Tout refus d'inscription doit être motivé.

Les futurs ressortissants européens dont la demande d'inscription sur la liste électorale spéciale est refusée, peuvent adresser jusqu'au 20 avril 2004 au plus tard une réclamation au collège des bourgmestre et échevins.

**Art. 5.**– La liste spéciale est provisoirement arrêtée par le collège des bourgmestre et échevins le 9 avril 2004. Elle est déposée à l'inspection du public, soit au secrétariat de la commune, soit dans le local où se déroulent les séances du conseil communal, du 10 au 20 avril 2004 inclusivement.

Le 10 avril, ce dépôt est porté à la connaissance du public par un avis publié dans les formes ordinaires. L'avis précise que tout citoyen peut adresser au collège des bourgmestre et échevins, jusqu'au 20 avril au plus tard et séparément pour chaque électeur, toutes réclamations auxquelles la liste électorale spéciale pourrait donner lieu.

**Art. 6.**– Le 3 mai 2004 au plus tard, le collège des bourgmestre et échevins doit statuer sur toutes les réclamations, en séance publique, sur le rapport d'un membre du collège, après avoir entendu les parties ou leurs mandataires, s'ils se présentent.

Une décision motivée est rendue séparément sur chaque affaire ; elle est inscrite dans un registre spécial.

Le rôle des réclamations introduites est affiché au moins un jour d'avance au secrétariat de la commune, où chacun peut en prendre inspection et copie.

**Art. 7.**– La liste spéciale est définitivement clôturée le 3 mai 2004. Elle ne retient comme électeurs que les ressortissants originaires d'un Etat qui sera devenu membre de l'Union européenne le 1er mai 2004.

La liste spéciale définitive n'est pas susceptible de recours. Sans préjudice des dispositions qui figurent dans l'alinéa qui précède, elle ne peut modifier la liste spéciale provisoire que sur les points qui ont donné lieu à des réclamations et suite aux décisions intervenues sur celles-ci.

**Art. 8.**– La liste spéciale du 3 mai 2004 est valable uniquement pour les élections européennes du 13 juin 2004.

Les électeurs qui y sont inscrits sont d'office transcrits, lors de la prochaine révision annuelle, sur la liste électorale séparée des ressortissants de l'Union européenne et y sont maintenus dans les conditions énoncées à l'article 7 de la loi électorale du 18 février 2003.

**Art. 9.**– Les futurs ressortissants européens sont éligibles lors des élections européennes du 13 juin 2004 s'ils remplissent les conditions énoncées à l'article 285 de la loi électorale du 18 février 2003 et produisent à l'appui de leur candidature les déclarations et documents énumérés au même article.

Ne sont admis à présenter leurs candidatures pour les élections européennes du 13 juin 2004 que les futurs ressortissants européens éligibles qui sont originaires d'un Etat dont la procédure pour devenir membre de l'Union européenne le 1er mai 2004 est achevée à la date du dépôt des candidatures.

**Art. 10.**– La présente loi entre en vigueur le 10 février 2004.

